

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES (CCTP)

REF. MARCHE : 25 – 971 – 027

PRESTATIONS DE MEDECINE DU TRAVAIL

SOMMAIRE

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES.....	3
ARTICLE 2- OBJET DU MARCHE	3
ARTICLE 3- ALLOTISSEMENT	3
ARTICLE 4- PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHE	3
ARTICLE 5- PRESTATIONS ATTENDUES.....	4

ARTICLE 1- PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- La Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Guadeloupe et de Saint-Martin (CGSS) qui est l'organisme contractant et qui conclut le marché avec son titulaire ;
- Le Titulaire est le prestataire qui conclut le marché avec la CGSS.

Le pouvoir adjudicateur est le représentant de l'organisme dans la passation et le suivi de l'exécution du marché soit Monsieur le Directeur de la C.G.S.S.

ARTICLE 2-OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet d'assurer les missions de médecine professionnelle et préventive qui incombent à la CGSS à l'égard de son personnel, en application des dispositions prévues par les articles L.4621-1 et suivants pour la partie législative, et R.4621-1 et suivants pour la partie réglementaire du code du travail, ainsi que par les conventions collectives qui lui sont applicables :

- Convention collective nationale du travail du 8 février 1957 du personnel des Organismes de Sécurité sociale,
- Convention collective nationale du travail du 25 juin 1968 des agents de Direction et des agents comptables des Organismes de sécurité sociale et d'allocations familiales.

ARTICLE 3-ALLOTISSEMENT

Le présent marché constitue un lot unique.

ARTICLE 4-PRESCRIPTIONS TECHNIQUES APPLICABLES AU MARCHÉ

4.1 TYPOLOGIE DES SALAIRES

L'effectif de la CGSS au 30 mai 2025 est de 1 017 salariés :

- 944 CDI
- 73 CDD dont 10 contrats de professionnalisation/professionnalisation, etc.
- 26 salariés à temps partiel dont 11 en temps partiel thérapeutique
- 21 salariés concernés par l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés (OETH)
- 770 femmes
- 247 hommes.

4.2 SECTEUR D'ACTIVITE ET RISQUES PROFESSIONNELS

La CGSS Guadeloupe et Saint-Martin relève essentiellement du secteur tertiaire.

Les principaux secteurs d'activités sont les suivants :

- Gestion administrative : 39,94% de l'effectif
- Accueil du public/ Conseil/ Assistance : 19,14% de l'effectif ;
- Management/ Gestion de projets : 15,31% de l'effectif ;
- Contrôle de prestations/ Contentieux/ Recouvrement : 15,31% de l'effectif ;
- Courrier / Archives : 2,26% de l'effectif.

- Risques physiques identifiés :

Les principaux risques physiques identifiés sont :

- le travail sur écran : 80% de l'effectif travaillent sur écran, en posture assise, plus de 4 heures par jour ;
- la manutention ;
- les risques routiers.

- Risques psychosociaux identifiés :

Le document unique, pour la partie relative aux risques psychosociaux, est mis à jour annuellement, via la constitution de groupes de travail faisant largement appel à la participation des salariés pour l'identification et l'évaluation de ces risques.

La prochaine mise à jour se tiendra en septembre 2025.

Les familles de facteurs de risque sont issues du rapport Gollac qui permet de mesurer les facteurs psychosociaux de risque au travail afin de les maîtriser, tels que décrit :

- Intensité et temps de travail
- Exigences émotionnelles
- Rapports sociaux au travail
- Conflits de valeur.

La CGSS communiquera au titulaire un programme de prévention des risques, à la notification du présent marché.

Les salariés de la CGSS Guadeloupe et de Saint-Martin bénéficient d'un dispositif gratuit d'écoute et d'accompagnement psychologique par téléphone.

Une équipe de psychologues est à la disposition des agents pour les écouter, les soutenir et les conseiller en tout anonymat et confidentialité dans le cadre d'une prise en charge ponctuelle. Selon les cas, une orientation vers des ressources internes (service RH, médecine du travail) ou externes (médecine de ville pour une prise en charge thérapeutique) peut être proposée au salarié. Ce dispositif est accessible 7j/7 et 24h/24.

4.3 LE TELETRAVAIL

La CGSS a signé un accord local relatif au télétravail en 2022.

Celui-ci permet aux salariés de bénéficier d'1 à 3 jours de télétravail par semaine.

ARTICLE 5-PRESTATIONS ATTENDUES

5.1 DESCRIPTION ET TEXTES DE REFERENCE

Les prestations attendues recouvrent les obligations réglementaires, définies par le Code du Travail (articles L.4621-1 et suivants – articles R.4624-1 et suivants), en matière de prévention, de suivi médical, d'aide et de conseil à la direction dans sa démarche de prévention et doivent permettre d'éviter toute altération de la santé des salariés du fait de leur travail.

5.2 EXAMENS MEDICAUX

A titre indicatif, le suivi des visites médicales de 2021 à 2025 est détaillé comme suit :

SUIVI DES VISITES MEDICALES INDIVIDUELLES	2021	2022	2023	2024	2025 au 31/03
- Dont arrêt supérieur à 3 mois	09	36	48	37	03
Nombre de visites médicales	199	368	337	367	99
- Dont visites occasionnelles	45	156	118	87	12
- Dont visites de reprise	61	85	53	69	25
- A la demande du salarié	04	09	06	09	02

Au 31 mai 2025, la CGSS comptait environ 139 salariés n'ayant pas bénéficié d'une visite périodique d'information et de prévention.

5.2.1 Visite initiale d'information et de prévention :

Tout nouvel embauché doit passer une visite dans un délai qui n'excède pas 3 mois à compter de la prise effective du poste de travail. L'organisation d'une nouvelle visite n'est pas requise dès lors que les conditions suivantes sont réunies :

- le travailleur est appelé à occuper un emploi identique présentant des risques d'expositions équivalents
- le service de prévention et de santé au travail est en possession de la dernière attestation de suivi ou du dernier avis d'aptitude du travailleur
- aucun avis d'inaptitude partielle ou totale n'a été émis au cours des 3 dernières années.

5.2.2 Visite de reprise :

Elle est organisée dans les 8 jours calendaires qui suivent la reprise après :

- un congé maternité,
- une maladie ou accident non professionnels supérieurs à 60 jours,
- un accident de travail supérieur à 30 jours,
- une maladie professionnelle.

5.2.3 Visite périodique d'information et de prévention :

Le salarié bénéficie d'un suivi médical périodique selon une périodicité qui ne peut excéder 5 ans. La périodicité est portée à 3 ans pour les travailleurs de nuit, en situation de handicap, titulaire d'une pension d'invalidité ou dont l'état de santé, l'âge, les conditions de travail ou les risques professionnels auxquels il est exposé nécessitent un suivi médical renforcé.

5.2.4 Visite de mi- carrière :

Elle est organisée durant l'année civile du 45^{ème} anniversaire du salarié.

5.2.5 Examen médical complémentaire :

Sur demande du salarié, de l'employeur ou du médecin du centre de prévention et de santé au travail, un examen médical complémentaire peut être organisé.

5.2.6 Suivi médical renforcé :

Tout salarié affecté à un poste présentant des risques particuliers pour sa santé ou sa sécurité, pour celle de ses collègues ou tiers évoluant dans l'environnement immédiat de travail, bénéficie d'un suivi médical renforcé dont la périodicité ne peut excéder 4 ans.

5.3 ACTIONS EN MILIEU DE TRAVAIL

Le médecin du centre de prévention et de santé au travail est le conseiller de la direction, des agents et des instances représentatives du personnel.

Conformément à la réglementation en vigueur, le médecin du centre de prévention et de santé au travail a l'obligation d'exercer son activité dite de « tiers temps ».

A ce titre, des actions en milieu de travail sont attendues :

- visite des lieux de travail (à l'initiative du médecin du centre de prévention et de santé au travail, sur demande de l'employeur, du Comité Social et Economique (CSE), de la commission Santé, Sécurité et Conditions de travail (CSSCT). A titre d'information, 9 visites de lieux de travail ont été réalisées par la CSSCT en 2024 ;
- étude de postes de travail en vue de l'amélioration des conditions de travail, de leur adaptation dans certaines situations ou du maintien dans l'emploi des salariés, notamment ceux soumis à une surveillance médicale renforcée ;
- identification et analyse des risques professionnels ;
- étude de nouvelle technique de production ;
- participation aux réunions et travaux du CSE sur les sujets relatifs à la santé, la sécurité et les conditions de travail ;
- participation aux réunions et travaux de la CSSCT. Pour information, 8 CSSCT se sont tenues en 2024 ;
- participation aux commissions trimestrielles pluridisciplinaires de prévention de la désinsertion professionnelle ;
- réalisation de mesures météorologiques ;
- participation à des enquêtes épidémiologiques ;
- animation de campagnes d'information et de sensibilisation aux questions de santé publique en rapport avec l'activité professionnelle ;
- formation aux risques professionnels spécifiques identifiés, et d'une manière générale, l'élaboration (ou l'aide à l'élaboration) d'actions de formation à la sécurité et à celle des secouristes ;
- conseil en matière d'organisation des secours et des services d'urgence ;
- élaboration et mise à jour de la fiche d'entreprise et du rapport annuel d'activité.

5.4 MODALITES DE TRAVAIL ENVISAGEES

5.4.1 Examen médicaux :

Un volume minimal de **20 heures hebdomadaires** est alloué, par le titulaire, au suivi médical du personnel CGSS.

A l'issue de chaque examen médical, le Médecin du centre de prévention et de santé au travail établit, en double exemplaire, une fiche d'aptitude. Il remet un exemplaire au salarié et transmet l'autre à la CGSS. Cette fiche d'aptitude doit mentionner l'heure d'arrivée et de départ de l'agent.

La CGSS fournit au titulaire une liste complète du personnel indiquant, les noms et prénoms, la date de naissance, l'emploi occupé, le service, le lieu de travail, la nature du contrat de travail, la date d'embauche, la catégorie socio-professionnelle, la date de dernière visite médicale, selon le calendrier suivant : 1^{er} janvier 2026, 1^{er} avril 2026, 1^{er} juillet 2026 et 1^{er} octobre 2026.

La CGSS s'engage à informer le titulaire des visites médicales obligatoire à prévoir.

Une convocation est établie par le titulaire et adressée à la CGSS, a minima, 15 jours avant la date fixée, sauf cas d'urgence.

La convocation tient compte des horaires de travail et des jours de présence sur site des salariés.

En cas d'empêchement de force majeure, la CGSS dispose d'un délai de 48 h avant la convocation pour aviser le titulaire de l'annulation de l'examen.

Un nouveau rendez-vous ou le remplacement par un autre salarié est alors déterminé, en concertation, entre le titulaire et la CGSS.

La CGSS s'engage à informer son personnel du caractère obligatoire des examens de santé au travail.

5.4.2 Lieux d'intervention :

La CGSS est présente en Guadeloupe continentale, dans les dépendances et dans les îles du nord (Saint-Martin) :

- Grande-Terre : Abymes, Le Moule, Pointe-à-Pitre, Port-Louis
- Basse-Terre : Baie-Mahault (Jarry), Basse-Terre, Capesterre-Belle-Eau, Sainte-Rose
- Marie-Galante
- Saint-Martin.

Les visites médicales, hors Visite d'Information et de Prévention initiale et périodique, sont effectuées au plus près du lieu de travail des salariés.

Les centres d'examens doivent être accessibles par les transports en commun.

Les visites initiales et périodiques d'information et de prévention sont réalisées dans les locaux de la CGSS.

La CGSS souhaite des visites en présentiel, la téléconsultation n'est pas envisageable.

5.4.3 Infirmier de santé au travail certifié :

La CGSS compte dans son effectif, une infirmière en santé au travail certifiée au sein d'une équipe dédiée à la qualité de vie et des conditions de travail, placée sous l'autorité de la Direction des Ressources Humaines.

Conformément à l'article R.4623-34 du code du travail, l'infirmier assure ses missions de santé au travail sous l'autorité du médecin du travail du service de prévention et de santé au travail intervenant dans l'entreprise.

Le titulaire doit donc permettre à la CGSS de disposer des mêmes protocoles « médecin du travail / infirmier en santé au travail », déjà prévus dans son organisation interne.

Les visites initiales et périodiques de prévention et d'information sont réalisées, en priorité, par l'infirmière en santé au travail de la CGSS, sous l'autorité du médecin du centre de prévention en santé au travail, moyennant la mise en œuvre de protocoles écrits.

La CGSS s'engage à disposer du matériel médical nécessaire (audiomètre, visiomètre, etc.) à la réalisation des visites d'information et de prévention par l'infirmière en santé au travail.

5.4.4 Rattachement et relations de travail :

Le titulaire met à disposition de la CGSS un ou plusieurs médecins, tous en possession des titres requis pour l'exercice de la médecine du travail, dont il reste l'employeur.

Dans le cas où plusieurs médecins sont mis à disposition, un médecin coordonnateur est nommé, en concertation entre le titulaire et la CGSS.

Le médecin du service de prévention et de santé au travail exerce son activité médicale en toute indépendance ; il est soumis, dans l'exercice de ses fonctions, aux dispositions du Code de déontologie, au secret professionnel et au secret médical. Il a un accès privilégié à tous les locaux de la CGSS.

Le médecin du service de prévention et de santé au travail est en relation directe avec un ou plusieurs interlocuteurs identifiés et désignés par la CGSS.

Le titulaire met à la disposition du personnel CGSS une équipe pluridisciplinaire (psychologue, ergonomes, ...), placée sous la responsabilité du médecin du travail.

5.4.5 Dossier médical et protection des données :

Le dossier médical en santé au travail retrace, dans le respect du secret médical, les informations relatives à l'état de santé du salarié. Il est constitué par le médecin du centre de prévention et de santé au travail.

Le titulaire assure la tenue du dossier médical dans le respect de la protection des données à caractère confidentiel. Il dispose d'outils numériques de gestion de santé au travail garantissant la sécurité et la confidentialité des données de santé à caractère professionnel.

Le titulaire transmet à la CGSS l'ensemble des dossiers médicaux à l'échéance du marché.

5.4.6 Actions en milieu de travail :

Les actions à réaliser sont à l'initiative de l'employeur, du médecin du travail ou du CSE.

La CGSS doit être concertée préalablement à la mise en œuvre de toutes actions en milieu de travail afin de permettre une meilleure organisation.

Le médecin du service de prévention et de santé au travail, en charge du suivi médical du personnel CGSS, doit établir la fiche d'entreprise déterminant les risques professionnels et les effectifs de salariés qui y sont exposés.

Il doit proposer à la CGSS des aménagements et des adaptations nécessaires afin de rendre les conditions de travail des salariés moins pénibles.

Il s'engage à communiquer à la CGSS les rapports et les résultats des études menées dans le cadre de son action en milieu de travail.

5.4.7 Evaluation/livrables attendus :

Le prestataire s'engage à fournir par trimestre à la CGSS :

- un bilan des examens médicaux réalisés ;
- un rapport des études et actions menées en milieu du travail par le ou les médecins en charge du suivi médical des salariés de la CGSS.

La CGSS organise une réunion, chaque trimestre, afin de permettre au titulaire de présenter son bilan.